

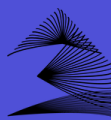
Janvier 2026

MANIFESTE

Pour une politique
culturelle
de l'artisanat musical,
de la diversité
et du commun ●

AJC  ASSOCIATION
JAZZE
CROISE

FAMDT


FEDELIMA

FUTURS
COMPOSÉS
RÉSEAU NATIONAL
DE LA CRÉATION
MUSICALE

ZONE
FRANCHE
LE RÉSEAU
DES MUSIQUES
DU MONDE

1. CE QUI NOUS LIE

Ce qui relie nos fédérations et réseaux, c'est la conviction que la musique est un signe culturel, universel et pluriel, un bien commun.

Nos adhérent-e-s travaillent dans des réalités variées - musiques traditionnelles, exploratoires, actuelles, du monde, jazz, musiques en migration - mais partagent une grammaire commune : la proximité, la coopération et le temps long comme condition de création et de transformation.

De la proximité au monde

Nous partons du terrain : des scènes locales, cafés associatifs, festivals, aux quartiers de nos villes. La culture n'y descend pas : elle s'y tisse, au contact du vivant. Et parce qu'elle circule et se nourrit d'ailleurs, ce même ancrage local ouvre sur le monde.

Une conception partagée de l'intérêt général culturel

Nous ne visons pas la rentabilité mais la vitalité culturelle de nos territoires. Nos adhérent-e-s prouvent au quotidien que de cette conception peut naître une autre économie : plus juste, plus locale, plus soutenable mais toujours raisonnable.

Une volonté de transformation collective

Nous construisons des espaces de coopération non pour uniformiser les approches, mais pour renforcer la voix de celles et ceux qui font vivre la musique comme bien commun et moteur d'émancipation

Un engagement pour la diversité

Diversité des esthétiques, des pratiques, des publics, des modèles et des territoires. Diversité culturelle au sens fort : migrations, traditions, hybridations. Ces diversités sont nos richesses et un choix politique fort face à l'uniformisation et à la marchandisation du monde musical.

L'artisanat musical comme éthique de travail

Nos réseaux reposent sur des centaines de structures dont la valeur ne se mesure pas à la taille mais à l'engagement. Autant d'espaces d'expérimentation et de transmission, où l'on prend le temps de faire. Cet artisanat privilégie la qualité du lien - à rebours des logiques industrielles, remet l'humain au centre et valorise le geste : singulier, patient, collectif.



2. LES RÉALITÉS DE NOS ADHÉRENT.ES DANS LEURS TERRITOIRES

Ce que d'aucuns jugent "petite échelle" est en réalité un modèle puissant alternatif au "toujours plus grand", au gigantisme actuel. Nos pratiques, nos organisations et nos valeurs doivent aujourd'hui être reconnues comme des modèles.

Territoires en mutation, moyens en tension

Chaque territoire voit se creuser des fractures sociales, économiques de plus en plus profondes. La culture y redevient autant un luxe qu'une variable d'ajustement budgétaire. Nos structures sont les premières touchées et survivent dans une précarité chronique et entretenue, alors là-même qu'elles sont une solution à ces transformations territoriales.

Une pression à la normalisation

Les injonctions à la rentabilité et à la mesure d'impact se multiplient. Nos structures doivent fonctionner comme des entreprises classiques, alors qu'elles relèvent d'une économie solidaire et coopérative. Elles doivent sans cesse "prouver leur utilité", alors même qu'elles sont indispensables, car assurant des fonctions que personne ne sait ni ne peut prendre en charge.

Le lien comme résistance

Car, c'est là, dans les villages, les quartiers, les lieux de proximité, que nos adhérent.e.s agissent et qu'ils et elles tiennent bon : retissant les liens, recréant de la présence, réaffirmant le droit à l'art et à la rencontre. Ils et elles sont des passeur.euse.s essentiel.le-s.

Invisibilisation de l'ancrage local

Le travail de proximité, la diversité des esthétiques, la richesse des formes et les démarches "hors format" sont trop vite balayés par les grands indicateurs chiffrés qui nous sont imposés. Alors que c'est dans ces marges que la culture se réinvente.

Des transitions à mener sans moyens nouveaux

Repenser la mobilité des publics, des artistes, coproduire, travailler à soutenir les questions d'égalité, résister à l'ultraconcentration des plateformes en pensant d'autres approches des publics. Nos engagements sont légion en matière de transition. Nos adhérent.e.s sont souvent pionnier.e.s sur ces fronts, mais si rarement soutenu.e.s à la hauteur de leurs efforts.



3. NOS MANIÈRES DE FONCTIONNER SONT DES FORCES

Nos adhérent-e-s sont des éclaireur-euse-s du réel, en première ligne. Chaque jour, iels expérimentent ce que signifie “faire culture” dans un contexte de plus en plus difficile.

Une approche artisanale du travail culturel

Nos structures ne produisent pas à la chaîne : elles fabriquent à la main. Chaque projet est une pièce unique, façonnée avec et pour un territoire.

Ce modèle privilégie la qualité du lien et la singularité et réaffirme la valeur du geste artistique, éducatif, collectif.

Des gouvernances ouvertes et participatives

Nous privilégions la coopération plutôt que la hiérarchie. Ancrées dans la société civile, ces gouvernances horizontales, ouvertes et participatives sont une force politique : elles redonnent au terrain la capacité d’agir à une époque où tant de décisions lui échappent.

Une inscription forte dans les transitions contemporaines

Nos adhérent.es expérimentent déjà des pratiques sobres : tournées repensées, résidences longues, etc. Non par contrainte mais par conviction, ils préfigurent ainsi un modèle à suivre d’écologie de la culture.

La diversité artistique comme force politique

Nos réseaux incarnent une diversité infiniment plus riche que celle promise par les algorithmes qui en ignorent la profondeur. Notre cœur d’action, c’est de garantir cette diversité, la faire vivre, la magnifier pour et avec toutes les personnes et cela devrait être l’un des piliers fondamentaux d’une politique culturelle forte.

Une économie hybride et résiliente

Nos modèles économiques sont aussi souples que robustes imaginant toujours de nouveaux espaces : mutualisation, circuits courts culturels, etc. Ils s’autonomisent et promeuvent une économie du soutenable plutôt que du rentable.



4. APPEL À L'ENGAGEMENT, À LA COOPÉRATION, À UNE ACTION PUBLIQUE REPENSÉE

Les politiques culturelles actuelles ne reconnaissent pas à leur juste mesure les modèles que nous portons. Nous ne demandons pas de privilèges, mais une reconnaissance de ce que nous incarnons et de ce qui devrait être l'unique manière de faire culture : au service du lien social, de la diversité et de l'intérêt général.

Reconnaître l'artisanat musical comme pilier du champ culturel

Nous demandons la reconnaissance de ce qui fait cœur à notre action, cet artisanat musical. À l'image de l'agriculture paysanne face à l'agro-industrie, il faut accompagner la spécificité et la valeur de ce modèle à taille humaine. Nous demandons ainsi sa prise en compte dans les politiques publiques nationales et territoriales comme dans les dispositifs de soutien.

Recentrer les politiques culturelles sur leur mission première

Nous alertons sur un glissement des politiques culturelles vers le spectaculaire et l'événementiel. Cette même dérive qui s'accompagne d'une confusion des finalités : quand "attractivité" et "rayonnement" remplacent participation citoyenne, maillage territorial. L'industrie ne fera jamais le travail de fond, au long cours, de renforcement, de consolidation du tissu social, territorial et démocratique que les acteurs de proximité que nous sommes entreprenons au quotidien. Nous appelons les élus à reprendre la main et penser à des politiques culturelles qui renforcent les biens communs et non la seule économie de l'événementiel.

Soutenir structurellement les acteurs de proximité

Nous appelons à un réinvestissement durable dans les structures locales : lieux, festivals, associations et collectifs. Nous demandons des fonds pérennes pour la structuration, l'emploi culturel, la diffusion comme la création ainsi qu'une meilleure articulation avec les autres politiques publiques locales. La culture de proximité est un levier de revitalisation territoriale, elle a toute sa place dans les stratégies locales d'aménagement, d'éducation et de transition écologique.

Redonner du sens à l'intérêt général culturel

Nous plaillons pour une politique qui privilégie le temps long. L'intérêt général ne se mesure pas à la billetterie, ni aux taux de remplissage ni aux vues sur les plateformes, mais dans la capacité des projets à transformer les territoires, à nourrir la relation avec les habitants et à faire vivre la pluralité des expressions. Nous demandons que la notion d'intérêt général culturel soit un rappel impétueux à tout soutien public.

Promouvoir une construction de l'action publique partagée et participative

Nous sollicitons l'ouverture d'espaces de concertation réguliers entre l'État, les collectivités, les professionnels à nos fédérations et réseaux. Les droits culturels doivent cesser d'être un vœu pieu cité par toutes et tous mais mis à l'œuvre par trop peu. Ils doivent être en amont de chaque projet et, en aval, dans la construction des indicateurs d'évaluation.



Nos fédérations et réseaux ont engagé une dynamique de coopération que nous souhaitons aujourd'hui consolider et amplifier afin de porter une parole commune forte.

Nous appelons les institutions à reconnaître et soutenir cette démarche, indispensable à la construction d'une politique culturelle cohérente, équitable et durable.

Car des cafés-concerts aux scènes labellisées, des musiques traditionnelles aux musiques du monde, du jazz aux musiques amplifiées et exploratoires, nous venons d'horizons multiples mais portons la même conviction : la musique est un lien, une expérience partagée. Face à l'industrie qui uniformise, nous défendons l'artisanat qui relie ; face au flux, le temps long ; face à la concurrence, la coopération.

Nous ne demandons pas de faveur, mais la reconnaissance de ce travail patient et de cette économie de sens. Il n'y a pas de musique vivante sans écosystèmes vivants : sans lieux, sans artistes, sans habitant-e-s, sans lien.

Nous appelons les pouvoirs publics et les collectivités à construire avec nous une alliance culturelle plus juste, plus sobre et profondément ancrée dans les territoires, au service d'une politique culturelle fondée sur l'artisanat musical, la diversité et du commun.

Pour plus d'infos, contacter :

AJC

Antoine Bos - Directeur
antoinebos@ajc-jazz.eu

FAMDT

Alban Cogrel - Directeur
alban.cogrel@famdt.com

FEDELIMA

Antoine Cordier - Coordinateur de la
dynamique fédérale et de la vie
associative
antoine.cordier@fedelima.org

Futurs Composés

Laurence Rougier - Déléguée Générale
laurence.rougier@futurscomposes.com

Zone Franche

Sébastien Laussel - Directeur
direction@zonefranche.com

